

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 13–15 février 2012

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2012/9
27 décembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – NIGER 200051

**Sauver des vies, réduire la malnutrition
et protéger les moyens de subsistance des
populations vulnérables**

Le 14 décembre 2011, l'augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Niger 200051 a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 43 511 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 23 820 247 dollars et des transferts monétaires d'une valeur de 8 559 390 dollars. L'approbation a été obtenue le 22 décembre 2011.

	Coût (dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	44 506 581	23 820 247	68 326 828
Coût total pour le PAM	100 625 385	63 738 349	164 363 734

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison, ODD: Mme N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

1. La présente révision budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) du PAM fait suite à l'aggravation de l'insécurité alimentaire au Niger; des mesures préventives ciblées ont été prévues pour éviter une plus grande détérioration de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des ménages vulnérables ayant un accès restreint à l'alimentation et guère la capacité de faire face à la situation. Elle couvre les coûts supplémentaires pour la période allant de décembre 2011 à mai 2012. Une évaluation de la vulnérabilité effectuée conjointement par le Gouvernement et des organismes des Nations Unies en décembre 2011 fournira une analyse plus poussée de la crise humanitaire, qui devrait s'aggraver au cours de la prochaine période de soudure, entre avril et septembre 2012¹.
2. Les mesures proposées comprennent une amplification des activités Vivres contre travail (VCT) et Espèces contre travail (ECT), et un soutien nutritionnel en faveur des enfants de moins de 5 ans, des soignants, des femmes enceintes et des mères allaitantes. Plus précisément, la révision budgétaire permettra de fournir:
 - 39 546 tonnes de produits alimentaires pour les activités VCT et 8,6 millions de dollars É.-U. pour les activités ECT;
 - 2 300 tonnes de produits alimentaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'enfants âgés de 6 à 59 mois, de femmes enceintes et de mères allaitantes traités dans les Centres de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition modérée (CRENAM), qui prennent en charge les enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition modérée, ainsi que de soignants se trouvant dans les Centres de réhabilitation nutritionnelle intensive (CRENI), hôpitaux qui soignent les enfants souffrant de malnutrition grave;
 - 1 665 tonnes de produits alimentaires pour la mise en œuvre de programmes de supplémentation alimentaire généralisée dans les communes ciblées de la région de Tillabéri, en faveur des enfants âgés de 6 à 23 mois et des mères allaitant un nourrisson de moins de 6 mois.

JUSTIFICATION DE LA REVISION BUDGETAIRE

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 200051 du PAM au Niger ("Sauver des vies, réduire la malnutrition et protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables") a été approuvée pour la période allant de juillet 2011 à décembre 2012, dans le but de venir en aide à 2,2 millions de bénéficiaires; elle est dotée d'un budget de 101 millions de dollars. Ses principaux objectifs sont les suivants: i) réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes dans les populations ciblées touchées par une situation d'urgence (conformément à l'Objectif stratégique 1 du PAM); ii) améliorer la consommation alimentaire des populations dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle a

¹ Des signes avant-coureurs d'une crise touchant la sécurité alimentaire donnent à penser que la période de soudure commencera plus tôt que d'habitude en 2012 (en mars). Le PAM souhaite donc donner plus d'ampleur à l'IPSR en cours en prévision d'une période de soudure aggravée et précoce en 2012. Il prévoit cependant aussi une nouvelle révision budgétaire, voire le lancement d'une opération d'urgence en janvier, en fonction de l'envergure de la crise.

été mise à mal par la sécheresse les inondations (également conforme à l'Objectif stratégique 1); et iii) rétablir et reconstituer les moyens de subsistance après une catastrophe (conformément à l'Objectif stratégique 3)².

4. Les activités principales de l'IPSR sont les suivantes: supplémentation alimentaire ciblée; supplémentation alimentaire généralisée; assistance alimentaire ciblée non assortie de conditions pour les ménages les plus vulnérables pendant la période de soudure; et activités Vivres contre travail et Espèces contre travail. Elles sont en cours de réalisation et leur mise en œuvre fait fond sur l'expérience acquise dans le cadre de l'opération d'urgence 200170 ("Sauver des vies et améliorer la nutrition au Niger") menée entre août 2010 et juin 2011, notamment pour ce qui est des partenariats, de la création d'avoires communautaires au profit de la sécurité alimentaire des ménages, du ciblage et du suivi. L'IPSR offre également la possibilité de prendre part à des interventions intersectorielles pour lutter contre la dénutrition dans le cadre du partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants (partenariat REACH)³.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation des besoins

5. Le démarrage erratique et tardif de la saison des pluies dans les régions de Tillabéri et de Diffa a retardé les semences et ralenti la croissance des cultures de la campagne agricole 2011. La situation a encore été aggravée par une infestation par des ravageurs, qui a causé d'importantes pertes de récoltes dans les régions de Dosso, de Maradi, de Tahoua et de Zinder. Le cumul des précipitations saisonnières (au 30 septembre) faisait apparaître un déficit de 80 pour cent par rapport à l'année précédente, et de 55 pour cent par rapport à la moyenne des années 1971 à 2000. D'après une mission d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire menée par le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PAM, la production céréalière brute est de 3,8 millions de tonnes⁴, soit un recul de 27 pour cent par rapport à 2010/2011 et de 11 pour cent par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (2006-2010). Selon le Système d'alerte précoce (SAP), six régions sur huit et 20 départements sur 36 ont fait état d'un déficit céréalière pour l'année de récolte en cours. La mission a confirmé un déficit céréalière brut de 519 000 tonnes pour la campagne agricole 2011/2012 (soit un déficit de 32 kilogrammes par personne), chiffre qui excède le niveau enregistré pendant l'année de crise de 2005.

² Objectif stratégique 1: "Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence"; Objectif stratégique 3: "Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition".

³ L'initiative REACH, qu'orchestrent des pays, vise à transposer à plus grande échelle des interventions dont l'efficacité a été démontrée à l'heure de traiter la dénutrition chez l'enfant, grâce au partenariat et à l'action coordonnée des organismes des Nations Unies, de la société civile, des donateurs et du secteur privé, sous la houlette des gouvernements.

⁴ Ministère de l'agriculture/CILSS/FAO/PAM/Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET). Rapport de la mission conjointe d'évaluation des récoltes 2011-2012.

6. La production céréalière a également décliné pendant l'année de récolte en cours au Bénin (dans le nord), au Burkina Faso, au Mali et au Nigéria⁵, d'où une augmentation des prix sur les marchés de gros de Kano au Nigéria et de Malanville au Bénin⁶. Cette tendance dénote un contexte moins favorable qu'en 2009/2010 pour les achats de maïs aux échelons local et régional.
7. La faible pluviométrie a également nui à l'élevage, et des pénuries de pâturages équivalant à 10 millions de tonnes ont été enregistrées à Agadez, à Diffa, dans le Nord-Tillabéri, à Tahoua et à Zinder. On s'attend à ce que les éleveurs ayant essuyé de lourdes pertes de bétail après la crise de 2009-2010 (les pertes s'élevaient à 63 pour cent parmi les petits éleveurs)⁷ subissent de plein fouet en 2011/2012 les répercussions de la mauvaise qualité des pâturages, de l'accentuation de la mortalité du bétail et du déclin en parallèle des prix du bétail, aggravé par l'envolée des cours des produits alimentaires.
8. En raison de la grave sécheresse survenue au Niger au cours de la période de soudure de 2010, les familles vulnérables n'ont pas été en mesure de renforcer leur sécurité alimentaire et risquent d'avoir très peu de stocks de report provenant de la récolte 2010/11, voire aucune⁸.
9. Le retour au Niger en 2011 d'environ 247 000 travailleurs migrants qui se trouvaient jusque-là en Libye et en Côte d'Ivoire⁹, notamment dans les régions de Maradi, de Tahoua, de Tillabéri et de Zinder, a constitué un choc supplémentaire, qui a privé les familles concernées des envois de fonds dont elles bénéficiaient auparavant et a fait peser sur elles un fardeau supplémentaire¹⁰.
10. Le marché céréalier de 2011/12 présentait à l'ouverture des prix relativement élevés. Par rapport à la même période en 2010, les prix moyens de toutes les céréales ont augmenté: le millet (22 pour cent); le sorgho (10 pour cent); le maïs (20 pour cent); et le riz importé (12 pour cent). En octobre 2011, le prix moyen à l'échelle nationale pour 100 kilogrammes de millet (la céréale la plus consommée dans le pays) était de 16 611 francs CFA¹¹, alors que le prix moyen sur cinq ans était de 14 200 francs CFA. Comparé à la moyenne des prix enregistrés en octobre pendant les années 1991 à 2010, le prix du millet a augmenté dans toutes les régions (20 pour cent à Maradi, 18 pour cent à Diffa, 15 pour cent à Agadez, 13 pour cent à Zinder et 12 pour cent à Tillabéri). La plupart des régions étant

⁵ CILSS. Résumé de la consultation technique tenue en novembre 2011.

⁶ Albichir, n° 23 et données du CILSS; les prix nominaux du maïs – la céréale de référence sur les marchés d'Afrique de l'Ouest – sont supérieurs à la moyenne dans le bassin oriental (14 à 17 pour cent au Bénin, au Niger et au Tchad), mais aussi et surtout dans le bassin central (+ 17 pour cent à Bouaké, en Côte d'Ivoire, et + 30 pour cent et + 60 pour cent sur les marchés du Togo et du Ghana).

⁷ FAO/PAM/SAP/OXFAM/Institut national de la statistique (INS)/FEWS NET, juin 2011, *Évaluation rapide de l'impact de la crise pastorale 2009-2010 sur la décapitalisation du cheptel et sur les moyens de subsistance des populations pastorales et agropastorales du Niger*.

⁸ Fin octobre 2010, seuls 4,3 pour cent des ménages détenaient encore des stocks de report, chiffres légèrement inférieurs à ceux d'octobre 2009. Évaluation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages du SAP, décembre 2010.

⁹ Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNPGCA), 2011. *Plan de soutien préliminaire*, page 3, paragraphe 2.

¹⁰ Organisation internationale pour les migrations. *Évaluation des besoins de réinsertion socioéconomique des retournés nigériens de la Libye*. Juillet 2011: le montant des envois de fonds était estimé entre 50 et 100 millions de francs CFA par semaine et par département.

¹¹ Taux de change des Nations Unies en octobre: 1 dollar É.-U. = 480,816 francs CFA.

approvisionnées via Maradi, l'envolée des prix dans celle-ci s'étend rapidement aux autres régions.

11. Il est ressorti de l'enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) menée en juin 2011 que le taux de malnutrition aiguë globale était de 12,3 pour cent. La prévalence régionale s'échelonnait entre 6,7 pour cent et 14,8 pour cent, avec des taux excédant le seuil jugé "grave" de 10 pour cent dans toutes les régions, excepté dans la ville d'Agadez. La prévalence chez les enfants âgés de 6 à 23 mois était bien plus élevée que chez ceux âgés de 24 à 59 mois: 20,2 pour cent de plus au niveau national et 22,6 pour cent de plus à Tillabéri, où l'on enregistre la plus forte prévalence du taux de malnutrition pour tous les groupes d'âge. Traditionnellement, les taux de malnutrition aiguë globale ont augmenté pendant la période de soudure annuelle et ont été particulièrement élevés les années où l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité se sont situées au-dessus de la moyenne. Ainsi, le taux d'émaciation au cours des périodes de soudure de 2005 et 2010 a été nettement plus élevé (taux de malnutrition aiguë globale situés entre 15,3 pour cent et 16,7 pour cent) que les années où l'insécurité alimentaire n'a pas connu de hausse marquée (taux de malnutrition aiguë globale situés entre 11,6 pour cent et 12,3 pour cent). Pour les années où il n'y a pas eu de crise, les taux de malnutrition aiguë globale ont varié de 10,3 pour cent à 12,3 pour cent.
12. La FAO travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement pour renforcer la production agricole non céréalière au cours des prochains mois; les ménages devraient bénéficier d'un meilleur accès aux légumes pour compléter leur régime alimentaire. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) renforcera la prise en charge de la malnutrition aiguë grave en fournissant des aliments thérapeutiques et des articles non alimentaires essentiels, tels que des médicaments, aux enfants souffrant de malnutrition qui présentent des complications.

Objet de l'augmentation budgétaire

13. Le Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires a adopté un plan de soutien préliminaire¹² pour la période allant d'octobre 2011 à mars 2012. Celui-ci prévoit quatre domaines d'intervention prioritaires: sécurité alimentaire, nutrition, agriculture et élevage, et reconstitution des stocks de céréales nationaux.
14. Les interventions liées à la sécurité alimentaire visent à répondre aux besoins immédiats de 750 000 personnes pendant les trois premiers mois (octobre à décembre) du plan gouvernemental: il s'agit des populations les plus gravement touchées par l'insécurité alimentaire dans les zones les plus vulnérables des régions de Diffa, Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder. Le nombre de ménages les plus gravement exposés à l'insécurité alimentaire est estimé en appliquant à la population totale des communes touchées la prévalence moyenne de l'insécurité alimentaire pour la période 2006-2010, établie à partir des données issues d'enquêtes sur la vulnérabilité des ménages. L'assistance alimentaire est cogérée par la Cellule de crise alimentaire du Cabinet du Premier Ministre, et elle devrait couvrir 10 pour cent des bénéficiaires, tandis que les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires en prendront 10 autres pour cent en charge; le PAM devrait venir en aide aux 80 pour cent de bénéficiaires restants.

¹² DNP-GCA, *Plan de soutien préliminaire*, octobre 2011.

15. Pour faire face sans délai à la crise, le PAM élargit la couverture des activités de l'IPSR en cours, qui comprennent des dispositifs Espèces contre travail et Vivres contre travail, ainsi que des activités touchant la nutrition. Des distributions de secours (distributions générales de vivres) ne sont pas encore envisagées dans la mesure où le pays se trouve en période de récolte. Le PAM prévoit une augmentation du nombre de bénéficiaires, qui devrait passer à 1 million de personnes au cours du deuxième trimestre (janvier à mars 2012) du Plan de soutien préliminaire. Cela tient au grand nombre de personnes qui vivent dans des communes pâtissant de la mauvaise production agricole et fourragère, aux chocs récurrents survenus depuis 2005, au nombre élevé de personnes de retour de Libye et de Côte d'Ivoire, à la volatilité des prix et aux taux de malnutrition élevés¹³.
16. La présente révision budgétaire renforcera la stratégie d'intervention post-récolte du PAM au Niger, dans des zones présentant un déficit alimentaire et où la population est fortement exposée à l'insécurité alimentaire, en permettant:
- de traiter davantage d'enfants âgés de 6 à 59 mois dans les CRENAM. Pour ce faire:
 - i) on renforcera l'appui apporté à la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée dans les districts où le ratio du nombre de CRENAM par rapport au nombre de centres de santé intégrés existants est inférieur à 60 pour cent; et ii) on rapprochera les services des bénéficiaires;
 - de mettre rapidement en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée dans la région de Tillabéri, comme l'a recommandé le module de la nutrition, pour les enfants de moins de 2 ans et les mères allaitantes (la supplémentation généralisée prévue pour le début de la période de soudure, en avril, débutera immédiatement). La région de Tillabéri enregistre la plus forte prévalence de malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois (14,8 pour cent)¹⁴ et d'insécurité alimentaire. D'après les données démographiques des zones gravement touchées par l'insécurité alimentaire, 65 000 enfants de 6 à 23 mois et 20 000 mères allaitant un nourrisson de moins de 6 mois devraient bénéficier de la supplémentation alimentaire généralisée plus tôt que prévu (ce qui augmentera la durée de l'alimentation sans toutefois modifier le nombre de bénéficiaires de cette activité);
 - d'augmenter le nombre de ménages vulnérables bénéficiant d'activités VCT et ECT, pour prévenir le risque de faim aiguë et appuyer les premières phases du redressement.
17. Le nombre actuel de bénéficiaires, l'augmentation souhaitée et le nombre révisé apparaissent dans le tableau 1.

¹³ Le *Plan de soutien préliminaire* ne comporte pas de nombre de bénéficiaires pour sa seconde moitié (de janvier à mars 2012), en prévision des résultats de l'enquête sur la vulnérabilité menée par le SAP; le PAM a prévu que le nombre de bénéficiaires pour cette période augmenterait afin de se préparer à un possible accroissement des besoins.

¹⁴ Ministère de la santé publique/INS- Enquête sur la nutrition, juin 2011.

TABLEAU 1: VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ			
Activité	Nombre actuel pour toute la durée de l'IPSR, de juillet 2011 à décembre 2012	Augmentation pour la période allant de décembre 2011 à mai 2012	Nombre révisé pour toute la durée de l'IPSR, de juillet 2011 à décembre 2012
Secours			
Supplémentation alimentaire généralisée: enfants de 6 à 23 mois	804 823	—*	804 823
Supplémentation alimentaire généralisée: mères allaitantes	51 370	—*	51 370*
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition	800 000	102 938	902 938
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	150 000	37 500	187 500
Ration des soignants	40 500	7 513	48 013
Assistance alimentaire ciblée: transferts de vivres	112 235	—	112 235
Assistance alimentaire ciblée: transferts monétaires	389 122	—	389 122
Premières phases du redressement			
VCT	335 664	617 842	953 506
ECT	181 223	300 496	481 719
TOTAL	2 864 937		3 931 226
Total révisé	2 226 358	1 066 289**	3 293 372

*Le nombre de bénéficiaires pour la durée de l'IPSR demeure inchangé car les cibles de l'alimentation généralisée dans la région de Tillabéri étaient déjà établies pour la période allant d'avril à août. Étant donnée l'aggravation de la situation dans la région de Tillabéri, les bénéficiaires seront ciblés plus tôt que prévu.

** Les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire généralisée ont été exclus. L'augmentation au titre de cette activité tient à sa plus longue durée, car la supplémentation alimentaire généralisée débutera plus tôt dans la région de Tillabéri que dans les autres.

18. À l'heure actuelle, le PAM aide 850 CRENAM à assurer le traitement des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes. À partir de décembre, il élargira progressivement l'aide qu'il apporte aux CRENAM, à mesure qu'il prendra en charge l'appui au traitement de la malnutrition aiguë modérée¹⁵. Ainsi, l'assistance offerte par le PAM aux enfants de 6 à 59 mois atteints de malnutrition représentera entre 90 et 95 pour cent des prévisions officielles concernant la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée devant être assurée entre juillet 2011 et décembre 2012. La distribution de rations aux soignants se poursuivra dans environ 25 centres d'alimentation thérapeutique

¹⁵ Conformément au Mémoire d'accord global conclu entre le PAM et l'UNICEF, le PAM est chargé d'appuyer le traitement de la malnutrition aiguë modérée et de fournir des vivres aux soignants des patients souffrant de malnutrition aiguë grave, tandis que l'UNICEF appuie le traitement de la malnutrition aiguë grave. Ainsi, 200 CRENAM aidés par l'UNICEF depuis 2010 recevront dorénavant le soutien du PAM.

afin de limiter l'abandon du traitement par les patients hospitalisés pour malnutrition aiguë grave.

19. Les activités ECT et VCT comprennent la conservation des sols et de l'eau, l'irrigation à petite échelle, la construction de tranchées et de petits bassins versants en demi-lune, la remise en état des étangs, la stabilisation des dunes de sable et la protection des zones de cuvettes. Les activités planifiées seront conçues et exécutées compte tenu des enseignements tirés de la mise en œuvre des activités VCT/ECT en 2011 et consignés à l'occasion d'une évaluation externe. Les partenaires sont choisis en fonction de leur performance passée. L'assistance technique s'appuie sur les normes établies par le Ministère de l'agriculture et est supervisée par les services techniques du Gouvernement.
20. Le recours plus systématique par le PAM aux transferts monétaires est guidé par l'analyse de l'année écoulée et l'expérience acquise à cette occasion. Une analyse technique menée par le PAM en 2010 a déterminé les zones dans lesquelles des dispositifs faisant intervenir des espèces pouvaient être envisagés, en tenant compte des critères suivants: la production céréalière, l'accès géographique à l'alimentation, la fréquence de chocs comme l'envolée des prix des produits alimentaires et le recul des revenus des ménages, et la performance (intégration) des marchés. Les informations recueillies sur la production alimentaire et les prix du marché en 2011 ont permis d'affiner l'analyse technique initiale: une étude de marché conduite par le PAM a fait apparaître que les principaux marchés du Niger étaient intégrés, compétitifs et capables de répondre à l'augmentation de la demande de céréales. Les évaluations effectuées ont également montré que l'utilisation d'espèces avait des effets positifs sur les activités commerciales, en rendant les ménages plus solvables, en suscitant une demande supplémentaire et en assurant l'approvisionnement. Les systèmes de transferts monétaires du PAM ont évolué et sont appuyés par des moyens techniques accrus, et des partenaires nationaux et internationaux expérimentés travaillent avec le PAM pour préparer et mettre en œuvre des transferts monétaires à grande échelle (assortis ou non de conditions), et en assurer le suivi. Au Niger, les transferts monétaires présentent un meilleur rapport coût-efficacité que les transferts de vivres¹⁶, mais ces derniers demeurent nécessaires là où les conditions requises pour que des transferts monétaires puissent être effectués ne sont pas réunies.

¹⁶ Le coût total pour venir en aide à 300 500 bénéficiaires grâce aux activités ECT pendant six mois s'élèvera à environ 18 millions de dollars. Le coût total pour venir en aide à un nombre équivalent de bénéficiaires en leur distribuant une ration quotidienne comprenant 500 g de céréales, 100 g de légumes secs et 20 g d'huile par personne serait de quelque 30 millions de dollars.

TABLEAU 2: MODIFICATION PROPOSÉE DE LA RATION ALIMENTAIRE JOURNALIÈRE/DU TRANSFERT, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)							
	Supplémentation alimentaire généralisée		Supplémenta-tion alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	Supplémenta-tion alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	Soignants	VCT	ECT*
	Enfants	Femmes enceintes et mères allaitantes					
Céréales	-	-	-	-	350	500	-
Légumes secs	-	-	-	-	60	100	-
Huile végétale	-	25	-	25	20	20	-
Supercereal+	200	-	-	-	-	-	-
Supercereal	-	250	-	250	100	-	-
Plumpy'sup®	-	-	92	-	-	-	-
Espèces (en dollars)	-	-	-	-	-	-	0,285
TOTAL	200	275	92	275	530	620	0,285
Total kcal/jour	840	1 171	500	1 171	2018	2097	-
% kcal d'origine protéique	15,2	15,4	10,4	15,4	10,8	14,3	-
% kcal d'origine lipidique	19,0	30,7	59,0	30,7	12,7	14,9	-
Nombre de jours d'alimentation par an	90	180	90	180	21	150	150

*Le montant des transferts monétaires quotidiens passera de 2 à 2,1 dollars en raison de la fluctuation du taux de change du franc CFA par rapport au dollar.

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

21. La présente modification apportée au budget 2011/2012 prévoit l'accroissement de 43 511 tonnes de la quantité de produits alimentaires. Une somme supplémentaire de 8,6 millions de dollars est requise pour les transferts monétaires.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ESPÈCES, PAR ACTIVITÉ				
Besoins en espèces (en dollars)				
Activité	Espèces et bons d'achat	Besoins actuels (juillet 2011-décembre 2012)	Augmentation (décembre 2011-mai 2012)	Total révisé
Espèces contre travail	Espèces	4 922 187	8 559 390	13 481 577
Besoins en produits alimentaires (en tonnes)				
Activité	Type de produit alimentaire	Besoins actuels (juillet 2011-décembre 2012)	Augmentation (décembre 2011-mai 2012)	Total révisé
Supplémentation alimentaire généralisée – enfants	Supercereal+, Plumpy'doz®	14 597*	1 170**	15 767
Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes	Supercereal+, Supercereal, huile végétale	1 541**	495***	2 036
Supplémentation alimentaire ciblée: enfants de 6 à 59 mois	Plumpy'sup®, Supercereal+	7 552	558	8 110
Supplémentation alimentaire ciblée: femmes enceintes et mères allaitantes	Supercereal, huile végétale	7 425	1 650	9075
Ration des soignants	Céréales, légumes secs, huile végétale, Supercereal	451	92	543
Assistance alimentaire ciblée	Céréales, légumes secs, huile végétale	6 263	0	6 263
Vivres contre travail	Céréales, légumes secs, huile végétale	12 937	39 546	52 483
TOTAL		50 766	43 511	94 277

* 165 tonnes de Plumpy'doz® et 14 432 tonnes de Supercereal+ pour la première année

** Supercereal+ uniquement

*** Supercereal+ et huile végétale uniquement

22. Dans la mesure du possible, le PAM s'efforcera d'effectuer un maximum d'achats à l'échelle régionale, et il prévoit des achats internationaux pour les produits nutritionnels (Supercereal, Supercereal plus et Plumpy'doz®). Des études de marché contribueront à déterminer la faisabilité et la portée des achats régionaux.

23. Le système interne de suivi et d'évaluation est en train d'être renforcé et harmonisé. Outre les données quantitatives, un suivi post-distribution est assuré pour améliorer la collecte d'informations se rapportant à la gestion axée sur les résultats. Le bureau de pays vérifie quelle suite est donnée aux recommandations issues de l'évaluation indépendante dont avait fait l'objet l'opération d'urgence 200170, qui précédait la présente IPSR.

ÉVALUATION DES RISQUES

24. Les principaux risques (contextuels, programmatiques et institutionnels) répertoriés au moment de l'élaboration de l'IPSR en cours¹⁷ demeurent d'actualité dans le cadre de la présente révision budgétaire. En partenariat avec le CILSS, FEWS NET et d'autres parties prenantes, le PAM procèdera à un suivi minutieux des fluctuations saisonnières des prix et analysera les tendances du marché pour détecter les signes avant-coureurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et prendre des mesures correctives le cas échéant.
25. Les conditions de sécurité demeurent extrêmement préoccupantes, marquées par une recrudescence des actes de terrorisme et des enlèvements dans les pays voisins (Nigéria, Mali et Libye). Il est indispensable de respecter les vastes mesures de sécurité mises en place au cours des 12 derniers mois. Le PAM a renforcé son équipe de sécurité en recrutant un fonctionnaire sur le plan international.
26. Il sera fondamental de mobiliser rapidement des ressources pour permettre au PAM de mettre en œuvre comme prévu cette IPSR révisée durant la prochaine période de soudure. Le PAM se tient en contact avec des donateurs aux niveaux local et international pour les sensibiliser à la situation et mobiliser les ressources nécessaires. Le recours à des mécanismes internes de préfinancement, y compris le mécanisme d'achat anticipé, atténuerait le risque que le financement parvienne tardivement ou soit insuffisant lors des premières phases de l'intervention. En fonction des résultats de l'évaluation de vulnérabilité en cours, le PAM pourrait envisager de lancer une opération d'urgence en janvier 2012.

¹⁷ WFP/EB.A/2011/10-B/2.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	31 953	13 986 859	
Légumes secs	6 389	3 667 395	
Huiles et matières grasses	1 475	1 696 240	
Aliments composés et mélanges	3 694	4 469 753	
Autres	–	–	
Total, produits alimentaires	43 511	23 820 247	
Transferts monétaires		8 559 390	
Bons		–	
Total partiel, produits alimentaires et transferts/bons			32 379 637
Transport extérieur			3 901 372
Transport terrestre, entreposage et manutention			14 358 586
Autres coûts opérationnels directs			6 540 062
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			2 388 893
Total des coûts directs pour le PAM			59 568 550
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			4 169 799
COÛT TOTAL POUR LE PAM			63 738 349

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	317 485
Personnel local – Administrateurs recrutés sur le plan national	82 500
Personnel local – Agents des services généraux	116 083
Personnel local – Personnel temporaire	162 917
Personnel local – Heures supplémentaires	1 000
Consultants internationaux	368 920
Consultants nationaux	80 000
Volontaires des Nations Unies	29 688
Services de conseil	20 000
Voyages officiels du personnel	419 000
Total partiel	1 597 593
Dépenses de fonctionnement	
Location de locaux	70 000
Charges courantes (électricité, etc.)	8 000
Fournitures de bureau et petit matériel	15 000
Services de communication	31 000
Réparation et entretien du matériel	7 000
Exploitation et entretien des véhicules	52 000
Aménagement et entretien des bureaux	100 000
Prestation de services d'organismes des Nations Unies	37 200
Total partiel	320 200
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	17 000
Matériel de communication	199 500
Dépenses locales de sécurité	254 600
Total partiel	471 100
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 388 893

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence			
Effet direct 1.1 Réduction de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans les populations ciblées <12% Référence: 12,3% ➤ Taux de récupération par supplémentation alimentaire >75% Référence: 75% ➤ Taux d'abandon de la supplémentation alimentaire <15% Référence: 8% ➤ Taux de mortalité chez les bénéficiaires de la supplémentation alimentaire <3% Référence: 1% ➤ Taux de non-réaction à la supplémentation alimentaire <10% Référence: 15% 	Enquêtes nutritionnelles (Gouvernement/UNICEF/PAM) Suivi post-distribution Rapports mensuels des CRENAM	Des mesures adéquates de prévention de la malnutrition sont en place. L'UNICEF, l'OMS et les ONG ont suffisamment de ressources pour mener à bien les activités prévues dans le domaine nutritionnel Des centres de santé adéquats sont disponibles pour assurer le traitement des enfants souffrant de malnutrition Les dispositifs gouvernementaux de coordination des mesures touchant la nutrition fonctionnent
Effet direct 1.2 Amélioration pendant la période d'assistance de la consommation alimentaire des ménages ciblés touchés par une situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages: <28 Objectif: Score de consommation alimentaire > 28 pour 30% des populations ciblées Référence: 43,2% 	Suivi post-distribution	Des ressources adéquates sont disponibles en temps voulu conformément aux plans de distribution



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses
<p>Produit¹ 1.1.1 et 1.2.1 Produits alimentaires et articles non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit et par activité, en pourcentage des distributions prévues ➤ Nombre de personnes, par groupe d'âge et par sexe, recevant une assistance alimentaire, par catégorie et en pourcentage des bénéficiaires prévus ➤ Quantité d'aliments enrichis, d'aliments de supplémentation et de produits nutritionnels spéciaux distribués, par type de produit et en pourcentage des distributions prévues ➤ Nombre de sites institutionnels bénéficiant d'une assistance (centres de santé) 	<p>Rapports de suivi</p> <p>Rapports des partenaires coopérants</p> <p>Rapports issus du système COMPAS</p>	<p>Les partenaires coopérants s'occupant de la nutrition disposent des moyens humains et techniques requis</p>
<p>Produit 1.2.2 Distributions d'espèces en quantité suffisante et en toute sécurité par le biais de l'assistance ciblée</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Montant total (en dollars) des espèces distribuées ➤ Nombre d'hommes et de femmes recevant des espèces, par âge ➤ Pourcentage de bénéficiaires recevant des espèces au moment prévu ➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité pendant les distributions d'espèces 	<p>Rapports des partenaires coopérants</p> <p>Suivi post-distribution</p> <p>Rapports de suivi</p>	<p>Les partenaires coopérants s'occupant de la nutrition disposent des moyens humains et techniques requis</p>
Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition			
<p>Effet direct 3.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages sortant d'une crise ciblés pour les activités Espèces contre travail et VCT</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice des stratégies de survie < 9 Référence: 5 ➤ Score de consommation alimentaire des ménages >28 pour 70 % de la population ciblée Référence: 75,9% 	<p>Suivi post-distribution</p>	<p>L'aide humanitaire n'est pas entravée par l'insécurité</p> <p>Les autres organismes des Nations Unies et les ONG partenaires maintiennent leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire</p>

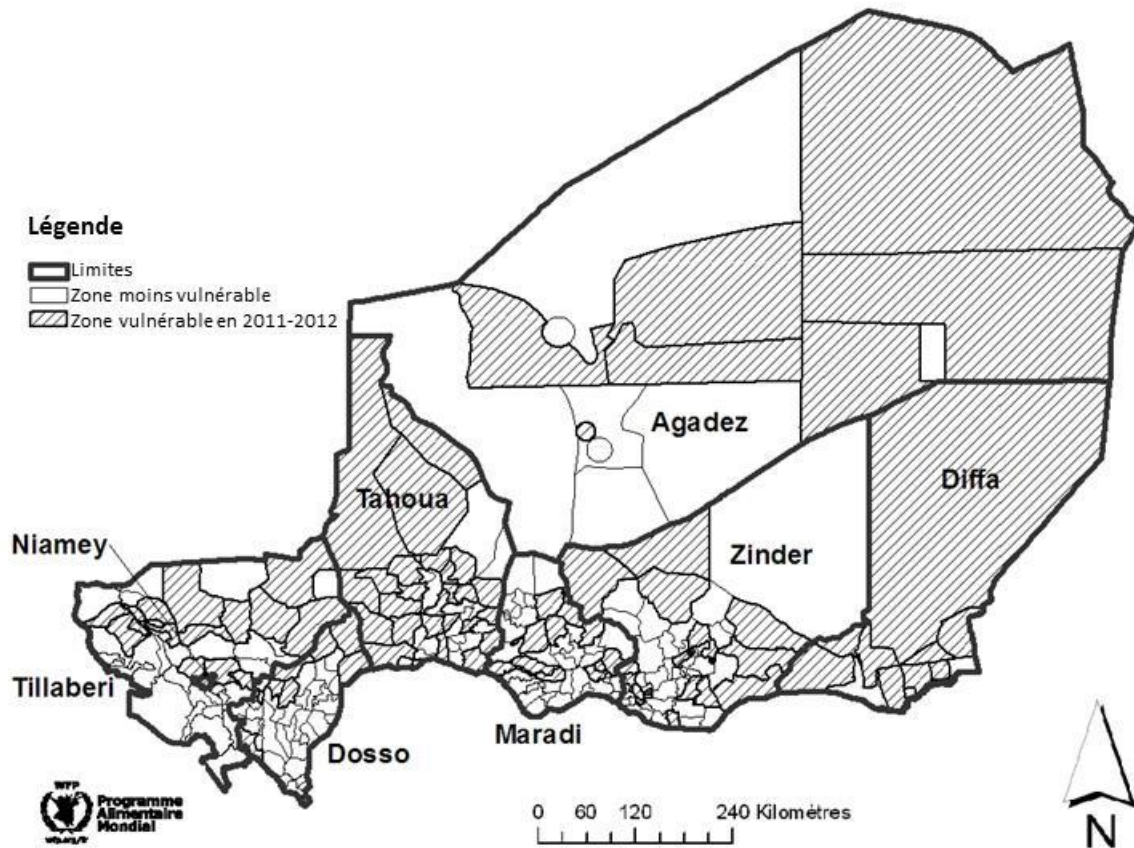
¹ En 2012, les distributions générales de vivres font partie de l'IPSR existante, pour la période de soudure.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE			
Résultats	Indicateurs de performance	Moyens de vérification	Hypothèses
<p>Produit 3.1.1 Versements en espèces effectués en temps voulu et en toute sécurité aux participants aux activités Espèces contre travail</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires des activités ECT, par sexe et par âge, pendant la durée du projet, en pourcentage de l'effectif prévu (100%); ➤ Nombre de femmes participant aux activités ECT, en pourcentage de l'effectif total; ➤ Gains mensuels moyens en dollars des participants, en pourcentage des sommes prévues; ➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité pendant les distributions d'espèces 	<p>Rapports mensuels des partenaires Suivi post-distribution</p>	<p>Le Gouvernement et le partenaire coopérant disposent de moyens humains et techniques suffisants</p>
<p>Produit 3.1.2 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante et en toute sécurité aux populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, dans le cadre des activités VCT, en pourcentage des distributions prévues ➤ Nombre de personnes, par âge et par sexe, recevant une assistance alimentaire dans le cadre des activités VCT, en pourcentage de l'effectif prévu 	<p>Rapports mensuels des partenaires Rapports issus du système COMPAS</p>	
<p>Effet direct 3.2: Accroissement de l'accès à des avoirs dans des contextes fragiles et des situations de transition pour les communautés ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des communautés en termes d'avoirs (avoirs productifs utiles et opérationnels accrus pour 80 pour cent des projets)² 	<p>Enquête et mesures de suivi</p>	<p>L'aide humanitaire n'est pas entravée par l'insécurité</p> <p>Les autres organismes partenaires des Nations Unies et les ONG maintiennent leur engagement en faveur de la sécurité alimentaire</p>
<p>Produit 3.2 Avoirs nécessaires à la subsistance créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'avoirs communautaires créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées, par type et par unité de mesure 	<p>Rapports mensuels des partenaires</p>	<p>Le Gouvernement et le partenaire coopérant disposent de moyens humains et techniques suffisants</p>

² Données collectées dans une zone pilote. En fonction des ressources, l'indicateur sera recueilli dans toute la zone devant être couverte par les activités VCT/ECT (données issues du suivi post-distribution et d'enquêtes).

ZONE D'INTERVENTION

Octobre 2011



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CRENAM	Centres de récupération nutritionnelle ambulatoire pour la malnutrition modérée
CRENI	Centres de réhabilitation nutritionnelle intensive
DNPGCA	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
ECT	Espèces contre travail
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	système d'alerte rapide face aux risques de famine
INS	Institut national de la statistique
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
SAP	système d'alerte précoce
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail